

Conjonct'AURA

TPE-PME



Edito

Après les excellents résultats que l'économie de notre région a enregistrés en 2022, cette toute dernière enquête du panel Conjonct'AURA traduit clairement le resserrement des contraintes ressenties par les entreprises en ce début d'année. Les dangers s'accumulent en effet : problèmes persistants d'approvisionnement, flambée des prix de l'énergie, inflation des coûts et des salaires, hausse des taux d'intérêt. Les marges sont soumises à rude épreuve et c'est donc la capacité des entreprises à créer de la valeur ajoutée qui est interrogée aujourd'hui. De nombreux dirigeants prévoient une année 2023 plus difficile, ce qui pourrait, à terme, avoir des répercussions sur les choix d'investissements.

Face à ces défis, la mobilisation des CCI est totale. D'une part, elles sont aux côtés de toutes les entreprises pour les écouter, les conseiller et leur permettre de bénéficier des mesures de soutien de l'Etat et de la Région. D'autre part, elles initient et soutiennent de nombreuses dynamiques économiques au sein même des territoires, notamment à travers l'accompagnement des transitions écologique, numérique et RH afin de contribuer le plus rapidement possible au rétablissement de la confiance.

Philippe GUERAND

Président de la CCIR Auvergne-Rhône-Alpes.

Des marges sous pression

56 % des TPE-PME de la région ont enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires en 2022, une orientation partagée entre les différents secteurs d'activité du panel. Ces hausses de chiffre d'affaires sont toutefois intervenues dans un contexte de reprise de l'inflation et, pour une large part des entreprises (39 %), l'année 2022 est synonyme de baisse de leur marge.

Une nette dégradation est enregistrée pour les perspectives d'activité au 1^{er} semestre 2023, les TPE-PME qui s'attendent à un recul de leur chiffre d'affaires étant plus nombreuses que celles qui s'attendent à une hausse. Ces perspectives sont exprimées alors que les entreprises font face à un niveau élevé de freins à leur développement, avec notamment l'impact du choc énergétique. Les tensions inflationnistes sont toujours là, avec aussi la poursuite de la hausse du coût des intrants et les pressions sur les salaires. Les difficultés de trésorerie sont plus fréquentes, alimentées notamment par l'insuffisance des marges.

Le manque de confiance dans la situation économique générale atteint un niveau élevé, avec des inquiétudes sur le niveau des défaillances d'entreprise.

Si les recrutements devraient être moins dynamiques, l'emploi reste cependant bien orienté.

Quant à l'investissement, il marque aussi une bonne résistance.



SOMMAIRE

L'ESSENTIEL	1
L'ACTIVITE / Bilan 2022.....	2
L'ACTIVITE / Perspectives	3
L'ACTIVITE / Leviers et freins	4
LA TRESORERIE, L'EMPLOI	5
INVESTISSEMENT ET PROJETS.....	6

LE CHIFFRE MARQUANT :
28 % des TPE-PME fragilisées ou
menacées par la hausse
des prix de l'énergie



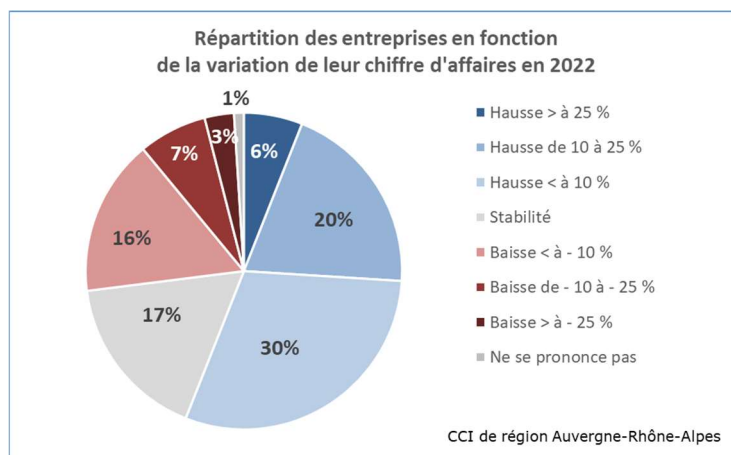
L'ACTIVITÉ / Bilan 2022

Chiffre d'affaires en hausse mais forte pression sur les marges

En 2022, les chiffres d'affaires des TPE-PME de la région ont été très largement orientés à la hausse : c'est ainsi le cas pour **56 % des entreprises**, dont **plus d'un quart enregistrant une progression d'au moins 10 %**. Seul un quart des TPE-PME a enregistré une baisse du chiffre d'affaires.

Le bilan annuel apparaît ainsi plus favorable que celui du seul 1^{er} semestre établi en juillet dernier, qui montrait que 46 % des TPE-PME étaient en progression de chiffre d'affaires sur un an. Le 2^e semestre 2022 a ainsi été mieux orienté.

Le solde « **part des entreprises en hausse** » - « **part des entreprises en baisse** » s'établit à **+ 30**. Il était de + 21 au 1^{er} semestre et de + 35 en 2021.



Au plan sectoriel, ce **solde est positif pour toutes les activités**. Le bilan annuel apparaît le plus favorable pour le tertiaire tourné vers les entreprises, pour lequel le solde s'établit à + 37, avec 58 % des TPE-PME en progression de chiffre d'affaires. Il a notamment été très bien orienté dans le commerce de gros qui avait déjà réalisé un bon premier semestre.

Pour le tertiaire tourné vers les particuliers, le bilan est similaire : un solde à + 34 et 58 % de TPE-PME en hausse de chiffre d'affaires. Le commerce de détail affiche un solde de + 24 et l'hôtellerie-restauration confirme son redressement, avec un solde de + 81, après une année 2021 qui avait été fortement perturbée par la Covid. L'immobilier est moins bien orienté.

Dans l'industrie, les résultats sont également relativement proches : + 29 pour le solde et 56 % des entreprises en progression de chiffre d'affaires. Une majorité d'entreprises industrielles était déjà en progression au 1^{er} semestre.

Pour les entreprises exportatrices, le solde s'établit à + 38. Il était toutefois encore plus favorable en 2021 avec + 58.

Cette progression des chiffres d'affaires doit bien sûr s'apprécier en tenant compte de la **hausse des prix qui s'est accentuée en 2022**. Ainsi, près de 80 % des TPE-PME régionales qui composent le panel déclarent avoir globalement augmenté leurs prix de vente l'année dernière, dans le contexte inflationniste lié à la sortie de la crise Covid et au choc énergétique. Et **pour la moitié des entreprises, la hausse des prix de vente a globalement été d'au moins 5 %**.

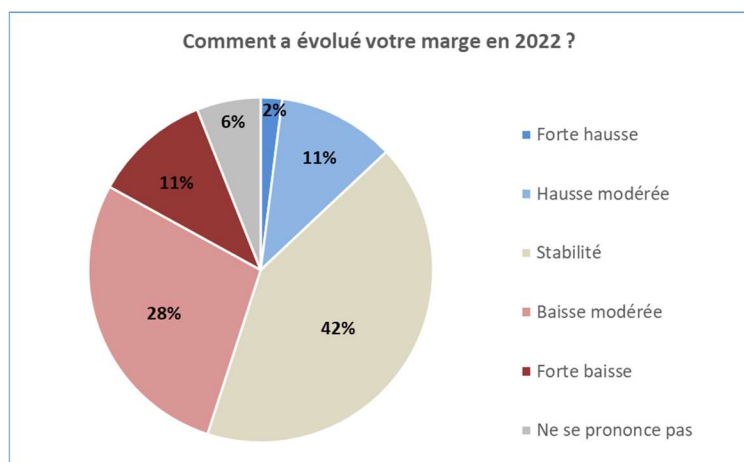
La progression des prix de vente a notamment été forte dans **l'industrie, le commerce de gros et le BTP**, avec au moins 85 % des entreprises déclarant des hausses et environ un quart avec des hausses supérieures à 10 %. Dans le transport/logistique et le commerce de détail, la hausse des prix de vente a aussi été très fréquente mais avec moins de hausses au-delà de 10 %.

Ces progressions doivent être mises en relation avec la forte hausse du coût des intrants qui constitue un frein pour 59 % des entreprises (voir page 4) et pour plus des trois-quarts dans l'industrie ou le BTP.

Les entreprises font en effet face à une **forte pression sur leur marge**. Malgré les hausses des prix de vente, **39 % des TPE-PME déclarent une baisse de leur marge** en 2022. Le rapport avec la part des entreprises avec une marge en hausse est de 3 pour 1. Par rapport à leur prévision de juillet dernier, la part des entreprises en forte baisse de marge a un peu progressé.

Illustration des tensions inflationnistes, **18 % des entreprises en baisse de marge ont néanmoins augmenté d'au moins 10 % leurs prix** en 2022.

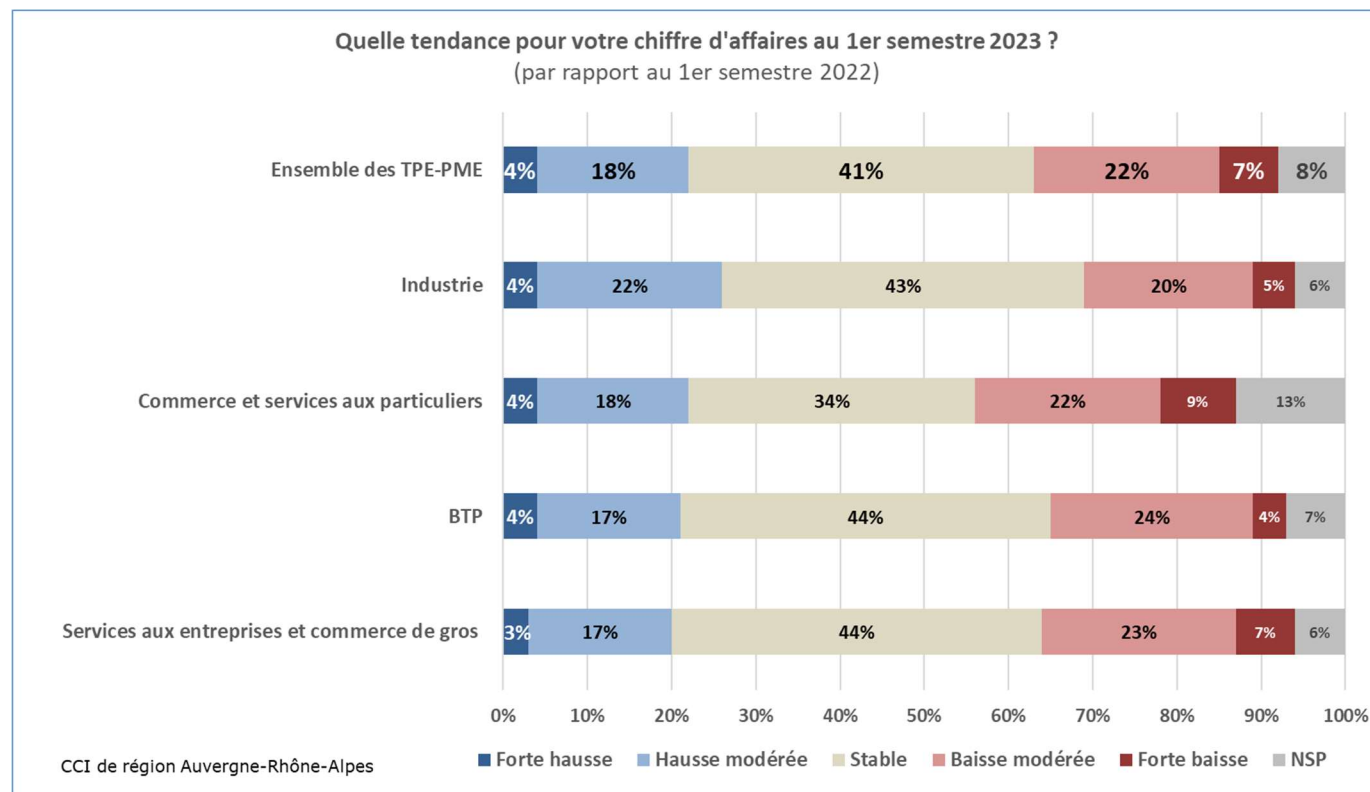
Cette baisse de la marge touche plus fréquemment les activités suivantes : industrie et commerce de gros (plus de 40 % des TPE-PME en baisse), BTP (plus de 45 %) et transport/logistique (une entreprise sur quatre en forte baisse de marge). Le tertiaire supérieur, moins soumis à la problématique du prix des intrants, est néanmoins aussi sous pression en termes de marge (plus de 40 % des TPE-PME en baisse).





L'ACTIVITÉ / Perspectives

Nette dégradation des perspectives d'activité



Les perspectives des entreprises en termes de chiffre d'affaires pour le 1^{er} semestre 2023 ne sont pas dans le prolongement du bilan 2022. Pour l'ensemble des TPE-PME, si c'est la perspective d'une stabilité du chiffre d'affaires qui l'emporte (41 % des répondants), pour les autres, **celles qui prévoient une hausse sont moins nombreuses que celles qui prévoient une baisse : 22 % contre 29 %, soit un solde de - 7**. C'est le **seul solde négatif depuis 2018**, à l'exception de la période la plus sensible de la crise Covid (2^e semestre 2020 et 1^{er} semestre 2021). Il y a six mois, le solde était encore de + 7.

Le solde est en **fort repli dans l'ensemble des secteurs** à l'exception du tertiaire supérieur pour lequel il se redresse à + 7. Dans le tertiaire tourné vers les entreprises, les perspectives sont en revanche nettement dégradées pour le commerce de gros et le transport/logistique. Dans le tertiaire tourné vers les particuliers, les perspectives sont pessimistes pour le commerce de détail mais résistent pour l'hôtellerie-restauration (solde à + 4). Le niveau des répondants qui ne se prononcent pas peut indiquer un manque de visibilité important. Dans l'industrie, malgré également un fort repli, il reste tout juste positif à + 1. Même constat pour les entreprises exportatrices avec un solde qui s'établit à + 3, avec une orientation qui s'avère plus favorable pour le chiffre d'affaires global que pour le seul chiffre d'affaires export.

Ces perspectives dégradées pour l'activité propre des TPE-PME s'accompagnent d'une **nouvelle progression du manque de confiance dans la situation économique générale**. Après déjà une progression de 22 points au 1^{er} semestre 2022, le niveau de défiance a encore augmenté de 9 points pour atteindre **67 % des entreprises**, soit un **niveau record** depuis 2016.

Autre indicateur de cette perception d'une dégradation de l'environnement économique, pour 56 % des TPE-PME, le **risque de défaillances d'entreprises dans leur environnement paraît élevé**. Une majorité des entreprises a donc dorénavant cette perception, après une progression de 10 points en six mois. C'est dans le commerce de gros et le BTP qu'elle est la plus fréquente.



L'ACTIVITÉ / Leviers et freins

Forte montée des contraintes

Ce début 2023 marque une forte montée des contraintes pour les entreprises. Seulement 4 % des TPE-PME déclarent ainsi ne pas rencontrer de frein à leur développement. C'est **deux fois moins qu'en juillet dernier et c'est, de loin, le plus faible niveau mesuré** par le panel Conjonct'AURA TPE-PME depuis 2017.

La **hausse des prix des intrants** (matières premières, composants, prestations...) demeure le frein le plus cité avec près de 60 % des TPE-PME qui le mentionnent (plus de $\frac{1}{4}$ des entreprises dans l'industrie et le BTP). Le choc énergétique pèse bien sûr fortement dans ce contexte, qu'il s'agisse du prix du carburant, du gaz ou de l'électricité, même si toutes les entreprises ne sont pas encore concernées par la flambée des prix pour cette dernière. **Plus de la moitié des TPE-PME subissent d'ores et déjà un impact significatif de ce choc énergétique, dont 24 % qui se trouvent fragilisées et 4 % qui déclarent qu'elles sont menacées à court terme.** La part des TPE-PME fragilisées ou menacées est plus élevée **dans l'industrie et le transport**.

La **hausse des salaires** est un frein en forte progression. Avec 1/3 des entreprises qui le citent, la fréquence a doublé en six mois et ce **frein s'inscrit maintenant au 3^e rang** (5^e en juillet). Il est le plus fréquemment cité dans les transports, l'industrie et par les PME de plus de 50 salariés.

Les **facteurs inflationnistes sont donc encore bien présents**. Près des 2/3 des entreprises qui ont augmenté d'au moins 10 % leurs prix de vente en 2022 prévoient encore une augmentation d'au moins 5 % en 2023.

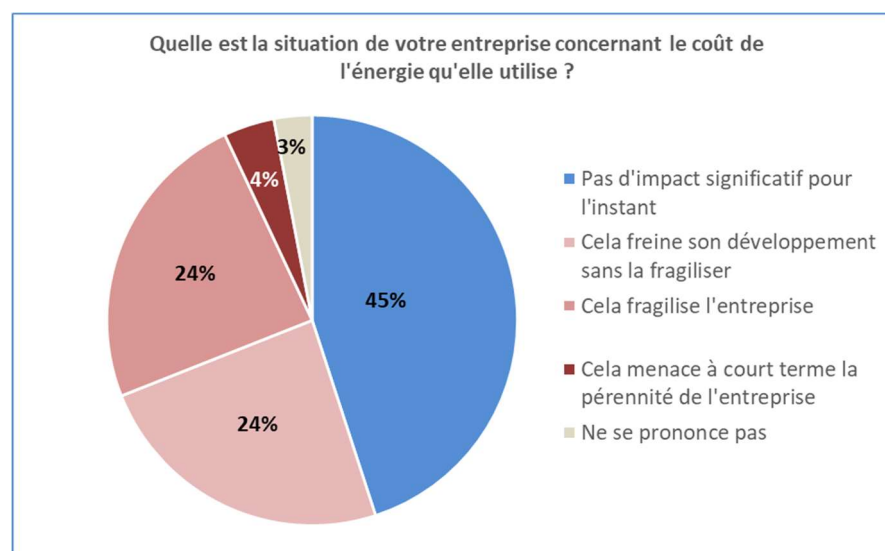
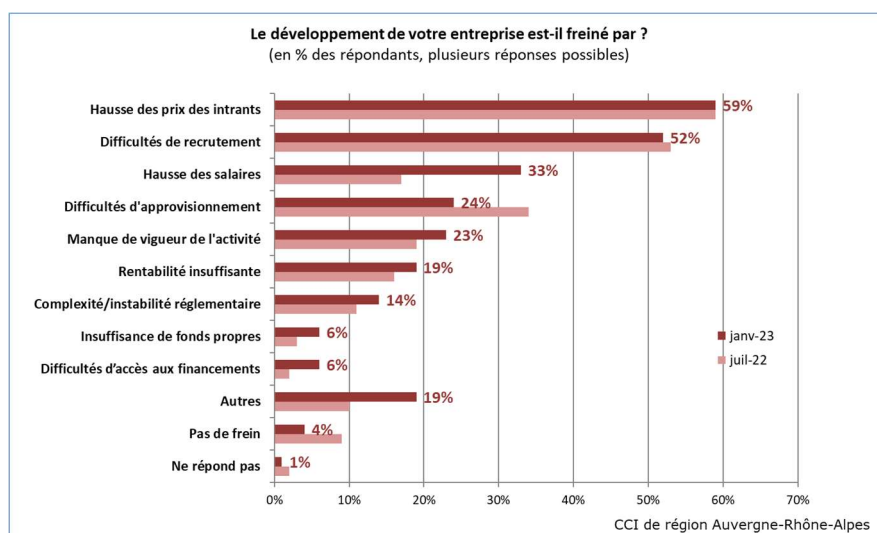
Dans ce contexte contraignant, l'insuffisance de rentabilité est un frein au développement qui est constaté plus fréquemment : il est cité par 19 % des TPE-PME, soit une **progression de 8 points** en un an.

Les **difficultés de recrutement** demeurent à un niveau très élevé, touchant toujours plus d'une entreprise sur deux. C'est toujours le **2^e frein le plus cité**.

Les **difficultés d'approvisionnement** poursuivent leur repli (- 10 points en six mois) mais elles touchent néanmoins toujours une part conséquente des TPE-PME : **près d'un quart** (un tiers dans l'industrie).

En ligne avec des perspectives d'activité pessimistes, le frein constitué par le manque de vigueur de l'activité connaît également une progression de quelques points.

Bien que restant peu fréquemment citées, l'insuffisance des fonds propres et les difficultés d'accès aux financements connaissent aussi une progression de quelques points.



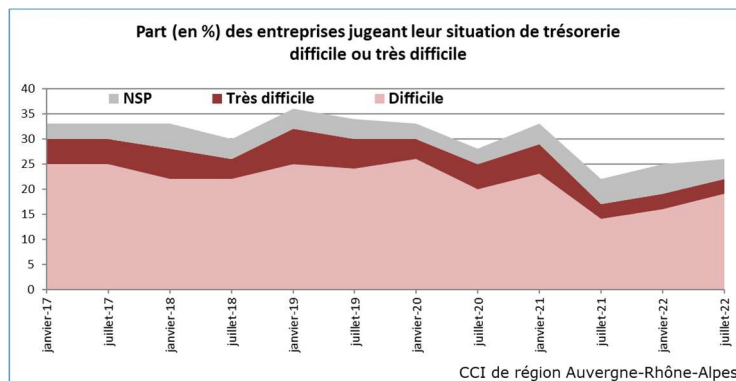


LA TRESORERIE

La remontée des difficultés de trésorerie se poursuit : **27 % des TPE-PME** jugent leur situation en la matière difficile ou très difficile, soit **+ 5 points** en six mois. En lien avec les contraintes déjà évoquées, les difficultés apparaissent à un niveau conséquent, en forte progression, dans l'industrie. Elles demeurent à un niveau supérieur à la moyenne dans le BTP.

Globalement, le niveau de difficultés reste encore inférieur à la période pré-Covid.

Parmi les causes de difficulté, les **problèmes de marge** sont maintenant la cause la plus fréquente, en forte progression. Le **remboursement d'un PGE** est, ce mois, la 2^e cause de difficulté la plus citée, devant l'insuffisance de chiffre d'affaires.



L'EMPLOI

Des embauches qui pourraient être moins dynamiques

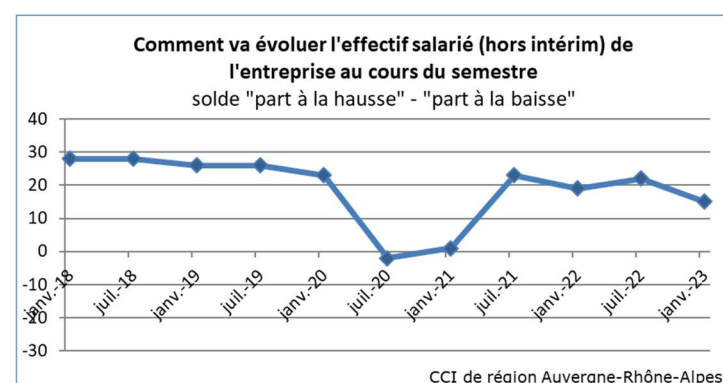
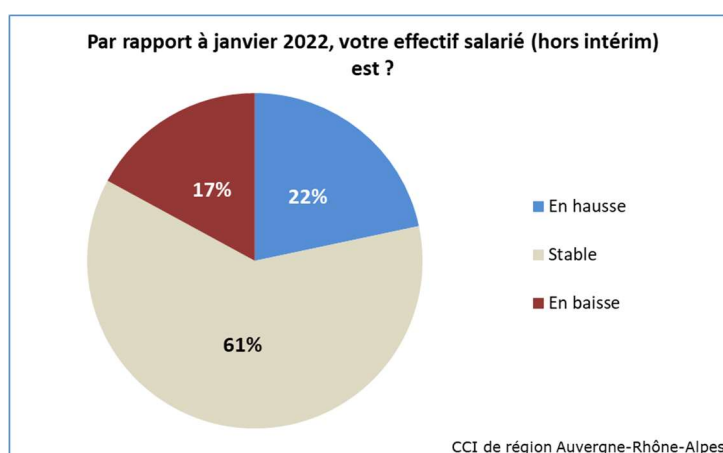
Le niveau de l'emploi des TPE-PME reste orienté à la hausse. 22 % des entreprises déclarent ainsi un effectif en hausse sur un an et 17 % un effectif en baisse. Ce sont quasiment les mêmes proportions que celles enregistrées en juillet dernier, par rapport à la date de janvier 2022 : le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » s'établit ainsi à + 5 contre + 4 en juillet.

Pour les perspectives pour le 1^{er} semestre 2023, le premier constat est qu'il devrait y avoir moins de variation des effectifs. **73 % des TPE-PME prévoient ainsi la stabilité de leur effectif, soit une progression de 13 points en six mois.**

Pour les autres entreprises, **celles qui comptent accroître leur effectif restent plus nombreuses que celles qui comptent le réduire.** Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » s'établit ainsi à + 14. Il s'inscrit **en repli** par rapport à celui enregistré depuis l'été 2021 ou avant la crise sanitaire.

Le solde reste positif dans l'ensemble des secteurs avec les niveaux les plus hauts dans le **numérique et le transport/logistique.**

En termes de tailles d'entreprises, les hausses d'effectifs devraient être plus fréquentes dans les PME que dans les TPE, ces dernières prévoyant très largement une stabilité de leur nombre de salariés.



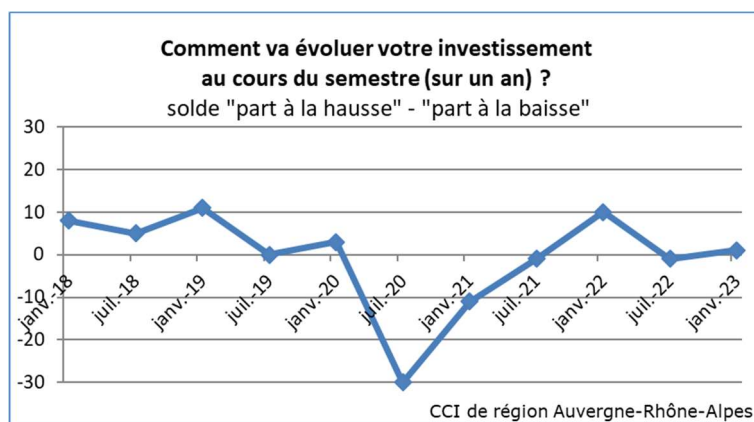


INVESTISSEMENT ET PROJETS

L'investissement résiste

Lors du 2^e semestre 2022, **23 % des TPE-PME disent avoir renoncé, en tout ou partie, à des investissements, soit + 2 points** par rapport au semestre précédent. Les causes les plus fréquentes sont d'abord **la dégradation de la conjoncture puis le financement**. On note toujours également des décalages d'investissements liés à des problèmes d'approvisionnement.

Pour le semestre en cours, les entreprises disent moins fréquemment prévoir une stabilité de l'investissement sur un an (41 %, - 13 points). Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » est **tout juste positif à + 1, soit un niveau en légère amélioration**.



C'est dans le transport, le numérique, le commerce de détail dans une moindre mesure et pour les PME de 50 salariés et plus que les entreprises qui prévoient une hausse de leur investissement sont les plus nombreuses.

En termes de **leviers de développement**, les TPE-PME donnent toujours la **priorité à la conquête de nouveaux marchés en France** : 38 % des entreprises le déclarent, soit + 6 points. Plus de la moitié des entreprises exportatrices comptent conquérir de nouveaux marchés à l'international et c'est le 2^e levier le plus fréquemment cité par elles. Mais on constate que ces dernières sont encore plus nombreuses à le prévoir au plan national.

La **diversification d'activité** est citée par 24 % des TPE-PME, en légère progression (+ 2 points). Ce levier est le plus fréquemment cité dans le tertiaire supérieur, le BTP et le transport/logistique.

Sur le sujet de grande actualité relatif à la **sobriété énergétique**, les entreprises considèrent qu'elles font déjà beaucoup dans leur démarche générale d'optimisation de leurs charges. Lorsqu'elles sont confrontées à des freins pour avancer plus loin dans cette sobriété, c'est le plus fréquemment en raison des caractéristiques ou du statut de leurs **locaux**, ainsi qu'en matière d'**isolation de ces derniers**.



MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés sont issus d'une enquête semestrielle réalisée du 7 au 23 janvier 2023 par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes auprès d'un panel d'entreprises représentatives du tissu régional de TPE-PME de l'industrie, du BTP, du commerce et des services. 380 réponses ont été exploitées. Le traitement et l'analyse des réponses sont effectués par la direction Etudes et Information Economique de la CCI de région.

Cette analyse de la conjoncture régionale pour les TPE-PME est possible grâce à la participation volontaire d'entreprises aux enquêtes semestrielles. Si votre entreprise est disposée à contribuer à ces enquêtes pour donner votre perception du climat des affaires et exprimer vos attentes, nous vous remercions de contacter :

T. 04 72 11 43 53 - p.berat@auvergne-rhone-alpes.cci.fr



Retrouvez toute l'information économique des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes sur :

www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

/rubrique Economie et Territoire